



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

# Premier Sommet parlementaire mondial sur la lutte contre le terrorisme

Rapport du Sommet

Vienne, Autriche, 9 septembre 2021



**Copyright** © Union Interparlementaire, janvier 2022  
ISBN 978-92-9142-824-3

**Couverture**: Participants at the High-Level segment and victims of terrorism of the 1st Global Parliamentary Summit on counter-terrorism. © UIP

---

# Table des matières

<b>Résumé</b>	<b>4</b>
<b>Séance d'ouverture</b>	<b>6</b>
M. Wolfgang Sobotka, Président du Conseil National Autrichien	6
M. Duarte Pacheco, Président de l'UIP	6
<b>Allocations principales</b>	<b>7</b>
M <sup>me</sup> Ghada Waly, Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)	7
M. Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint, chef du Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT) des Nations Unies	7
M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP	7
<b>Débats interactifs</b>	<b>8</b>
<b>Séance 1 : Réponse parlementaire pour soutenir les victimes du terrorisme</b>	<b>8</b>
<b>Modérateur</b> : M. Reinhold Lopatka, Président du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent	8
<b>Intervenants</b> : M <sup>me</sup> Nadia Ghulam Dastgir, victime du terrorisme, Afghanistan, fondatrice de l'ONG "Ponts per la Pau"	9
M. Abdi Yusuf Hassan, victime du terrorisme, député de l'Assemblée nationale kényane	9
M <sup>me</sup> Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et Directrice exécutive par intérim d'ONU Femmes	9
Témoignages de victimes du terrorisme	8
M. Imrana Buba, fondateur de la Coalition des jeunes contre le terrorisme (YOCAT)	8
M <sup>me</sup> Falmata Buna, jeune victime et survivante du terrorisme	9
Présentation de dispositions législatives types sur l'aide aux victimes du terrorisme	10
<b>Intervenants</b> : M. David Alamos, Chef par intérim du Bureau du Programme sur l'engagement parlementaire du BLT	10
M. Nikolaj West, Expert principal sur la prévention du terrorisme à l'ONUDC	10
<b>Lancement des outils de l'UIP</b>	<b>10</b>
<b>Séance 2 : Rôle des parlementaires dans la prévention du terrorisme, de la radicalisation et des discours de haine</b>	<b>11</b>
<b>Modératrice</b> : M <sup>me</sup> Jacqueline Oduol, Kenya, Vice-Présidente du Groupe consultatif de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent	11
<b>Intervenants</b> : M. Mohamed Mokhtar Gomaa, Président du Haut Conseil égyptien des affaires islamiques	11
M <sup>me</sup> Shazia Jannat Marri, membre de l'Assemblée nationale pakistanaise	11
M <sup>me</sup> Agnes Vadai, membre de l'Assemblée nationale hongroise	11
M <sup>me</sup> Arianna Lepore, Coordonnatrice de l'Initiative globale sur les preuves électroniques au Service de la prévention du terrorisme de l'ONUDC	11
<b>Séance 3 : L'Appel en faveur du Sahel</b>	<b>12</b>
<b>Modérateur</b> : M. Ali Rashid Al Nuaimi, membre du Conseil national de la Fédération des Émirats arabes unis et membre du Comité exécutif de l'UIP	13
Présentation de l'état des lieux du terrorisme au Sahel	13
M. Serge Stroobants, Directeur pour la région Europe et MENA de l'Institut pour l'économie et la paix	13
M. Alhatikou Dagamaïssa, Chef de projet à International Alert	13

M <sup>me</sup> Elena Rigacci Hay, Cheffe de la Section de l'Afrique subsaharienne du Service de la prévention du terrorisme de l'ONUUDC	13
M <sup>me</sup> Snezana Visnjic, Administratrice de programme pour la lutte contre le terrorisme et la formation en Afrique au BLT	13
<b>Intervenants</b> : M. Jean Marie Traore, Secrétaire général du Comité interparlementaire G5 Sahel	13
M. Adel bin Abdulrahman Al-Asoomi, Président du Parlement arabe	13
M. Gennaro Migliore, Président de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée	13
Message from the Afghan delegation	13
<b>Remarques de clôture du Secrétaire général de l'UIP</b>	<b>14</b>
<b>Annexe</b>	<b>14</b>



# 1<sup>er</sup> Sommet parlementaire mondial sur la lutte contre le terrorisme

9 septembre 2021 - Vienne, Autriche



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie, Pour tous.



**ONUDC**  
Office des Nations Unies  
contre la drogue et le crime



**NATIONS UNIES**  
BUREAU DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le premier Sommet parlementaire mondial sur la lutte contre le terrorisme s'est déroulé le 9 septembre 2021 à l'Austria Center Vienna. Les parlementaires ont débattu des voies propices à l'avènement de la paix et d'un avenir meilleur pour les victimes du terrorisme, en mettant un accent particulier sur la région du Sahel. Ce Sommet, qui s'inscrivait dans le cadre du Programme de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent de l'UIP, était organisé conjointement par l'UIP et l'ONU (ONUDC et BLT).

Il s'est tenu en présentiel au cours de quatre séances, à savoir un segment de haut niveau, suivi de trois séances thématiques interactives. La séance 1 a mis l'accent sur les réponses apportées par les parlementaires en soutien aux victimes du terrorisme. La séance 2 a examiné le rôle joué par les parlements dans la prévention du terrorisme, de la radicalisation et des discours haineux. La séance 3 a porté sur l'Appel en faveur du Sahel, ainsi que sur le lancement des outils mis au point par l'UIP à l'intention des parlementaires pour lutter contre le terrorisme (carte interactive et application mobile).

À l'issue du Sommet a été adoptée une Déclaration conjointe, l'*Appel en faveur du Sahel*, dans laquelle les parlementaires plaident en faveur de mesures de soutien de la paix et du développement durable au Sahel, où des groupes terroristes, qui restent une menace significative pour la paix et la sécurité internationales, exploitent la pandémie de COVID-19.

# Résumé

Le Sommet parlementaire mondial sur la lutte contre le terrorisme, approuvé par les organes directeurs de l'UIP, a eu lieu le 9 septembre 2021 à Vienne, au lendemain de la cinquième Conférence mondiale des Présidents de parlement. Il était prévu que ce Sommet, financé par l'UIP, se réunirait tous les deux ans.

Le Sommet a permis aux parlementaires de mettre au point des solutions et des contributions parlementaires durables aux efforts mondiaux de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent, de réfléchir aux méthodes permettant aux parlementaires de s'attaquer le plus efficacement possible aux diverses causes du terrorisme et de l'extrémisme violent, ainsi que de définir les mesures susceptibles d'avoir un impact positif concret sur le terrain et dans les communautés. L'objectif ultime du Sommet était de faire progresser la paix et le développement durable dans les régions dans lesquelles les groupes terroristes ont exploité la pandémie de COVID-19, notamment les pays du Sahel, où ces groupes demeurent une menace significative à la paix et la sécurité internationales.

Il a rassemblé diverses parties prenantes, dont des parlementaires du monde entier, des représentants de l'ONU, des experts, des membres d'Assemblées parlementaires régionales, des victimes du terrorisme, mais aussi des représentants de la société civile et des dirigeants communautaires.

Il était composé d'une séance de haut niveau et de trois séances thématiques interactives.

Le segment de haut niveau a compté avec la participation du Président du Conseil national autrichien, du Président de l'UIP, de la Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et du Secrétaire général adjoint du Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT) des Nations Unies.

## **Séance 1 : Réponse parlementaire pour soutenir les victimes du terrorisme**

La première séance a commencé par un appel lancé aux parlementaires du monde entier et à l'ONU par les victimes du terrorisme, qui ont apporté leur témoignage et fait part de leur perspective pour contribuer à trouver des solutions concrètes. Depuis 2016, l'UIP redouble d'efforts pour sensibiliser les populations au sort des victimes du terrorisme et elle organise depuis 2017 des réunions avec des victimes de la région du Sahel et du Moyen-Orient pour battre fermement en brèche l'idéologie terroriste.

Le travail conjoint réalisé par l'UIP, l'ONUDC et le BLT pour élaborer des dispositions législatives types en faveur des victimes du terrorisme a été présenté au cours de la même séance.

## **Séance 2: Rôle des parlementaires dans la prévention du terrorisme, de la radicalisation et des discours de haine**

Les terroristes et les groupes extrémistes ciblent en général des zones marginalisées, où ils exploitent les difficultés locales pour recruter des jeunes se trouvant en situation de vulnérabilité. Il est donc apparu au cours de la deuxième séance qu'il était important de s'attaquer aux causes profondes et aux conditions sous-jacentes susceptibles de conduire un individu à rejoindre un groupe terroriste ou extrémiste.

Les parlementaires doivent donc redoubler d'efforts auprès des acteurs clés à l'échelon régional et communautaire. Il conviendrait de mettre particulièrement l'accent sur le rôle revenant aux femmes, aux jeunes, aux partenaires à l'échelon local et à la société civile, notamment les dirigeants communautaires et religieux, dans les efforts à mener pour prévenir la violence, intensifier la résilience à la radicalisation et aux propos haineux et développer la gouvernance en améliorant les institutions gouvernementales grâce à une participation communautaire plus développée.

### **Session 3 : L'Appel en faveur du Sahel**

La violence croissante qui s'exprime au Sahel et la détérioration qu'elle entraîne sur le plan de la sécurité pèsent lourdement sur les communautés, les sociétés et les économies. La région a connu une recrudescence catastrophique d'attentats terroristes visant des cibles civiles et militaires. Les groupes terroristes, qui ne connaissent pas de frontières, s'en prennent sans relâche à des communautés et des institutions nationales par le biais d'attaques coordonnées mettant à profit la porosité des frontières.

L'insécurité déclenchée par les conflits armés, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée rendent les pays du Sahel de plus en plus vulnérables et entravent leurs perspectives de développement. Il est urgent que les gouvernements et les parlements de la région, soutenus par d'autres régions, unissent leurs forces pour relever plus efficacement ces défis.

Le G5 Sahel a créé en 2017 la Task Force conjointe dans le but d'intensifier la lutte contre les menaces pour la paix et la sécurité et de renforcer le développement. Elle a pour principaux objectifs de recueillir, traiter et partager les informations de nature criminelle pertinentes concernant un vaste éventail d'acteurs dans un environnement extrêmement complexe. Les divers défis que le Sahel doit aujourd'hui relever exigent des mesures de lutte contre le terrorisme pluridimensionnelles efficaces couvrant divers domaines, tout en mettant l'accent sur la prévention.

Le Sommet a constitué l'occasion rêvée, pour les parlements, la société civile, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales, pour débattre de toutes les questions en lien avec la situation au Sahel.

Il s'est conclu par l'adoption d'une déclaration conjointe, à savoir *l'Appel en faveur du Sahel*, plébiscité par un bloc parlementaire fort constitué de l'UIP, du Parlement arabe, de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée et du Comité interparlementaire G5 Sahel, dont les membres sont très engagés en faveur des populations du Sahel, avec lesquelles ils font preuve d'une vraie solidarité. Ce bloc parlementaire se donne comme objectif d'obtenir des résultats concrets en aidant et en soutenant les pays du Sahel dans le cadre d'une démarche globale. Il faut réévaluer la coopération internationale dans la région du Sahel pour comprendre pourquoi la situation s'est détériorée dans cette région, en faisant un danger significatif pour la paix et la sécurité internationales.

Au cours de la séance de clôture, la majeure partie des parlements ont souligné la priorité élevée qu'ils accordent à la lutte contre le terrorisme. L'un des fils rouges des débats a été le constat du peu d'attention accordée aux victimes du terrorisme. Les parlementaires présents ont été invités à prendre des mesures pour transformer les victimes du terrorisme en survivants du terrorisme. Les parlements, qui symbolisent la quintessence de la coexistence pacifique, sont idéalement placés pour nourrir une culture de tolérance et de respect et construire un monde pacifique exempt de terrorisme et d'extrémisme.

## Séance d'ouverture

M. Wolfgang Sobotka, Président du Conseil national autrichien, a souhaité aux participants la bienvenue à un événement qu'il a qualifié d'extrêmement important et de particulièrement opportun. Le terrorisme et l'extrémisme violent sont des défis aux multiples facettes et les parlements ont un rôle fondamental à jouer dans la lutte contre ces phénomènes. La pandémie de COVID-19 a détourné l'attention du terrorisme et les terroristes ont tenté de s'introduire dans cette brèche. L'Autriche est extrêmement préoccupée par la situation en train de s'installer en Afghanistan, en particulier la sécurité des Afghans vulnérables et les perspectives qui s'offrent aux femmes et aux filles dans le pays.

M. Duarte Pacheco, Président de l'UIP, a évoqué l'engagement de longue date de l'UIP en faveur de la lutte contre le terrorisme et souligné l'importance de s'attaquer aux causes profondes de ce problème grâce à l'éducation, à la prévention des propos haineux et à l'élimination de la pauvreté. Les parlementaires devaient donner l'exemple en s'attaquant au financement du terrorisme et en transposant les conventions et les traités mondiaux dans l'ordre juridique national.



M. Wolfgang Sobotka et M. Duarte Pacheco © UIP

## Allocutions principales



Mme Ghada Waly, Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC) a évoqué les solutions permettant aux parlementaires de s'attaquer aux origines du terrorisme et de l'extrémisme violent, ainsi qu'aux facteurs favorisant ces phénomènes. La criminalité organisée finance fréquemment le terrorisme et l'essor d'Internet a considérablement renforcé les réseaux terroristes. La pauvreté, les inégalités et l'injustice qui alimentent la criminalité et la corruption font également le lit des idéologies haineuses et du terrorisme. L'ONUDDC s'est efforcé de soutenir les parlements dans leurs efforts pour adopter et mettre en œuvre le cadre légal international de lutte contre le terrorisme, qui ne cessait de s'étoffer et contenait notamment 19 conventions mondiales contre le terrorisme et deux conventions des Nations Unies sur la criminalité organisée et la corruption. En collaboration avec l'UIP et le BLT, l'ONUDDC avait proposé son aide dans le monde entier pour la rédaction et l'examen de la législation nationale permettant de lutter contre le terrorisme et préparait des dispositions législatives types pour soutenir les victimes du terrorisme. Il convenait d'adopter une approche plus globale du terrorisme, qui mettrait l'accent sur l'instauration d'institutions fortes et de sociétés résilientes. L'ONUDDC était prêt à collaborer avec les parlementaires à l'établissement d'un cadre plus ambitieux et harmonisé pour fournir aux parlements une assistance technique et législative leur permettant de lutter contre le terrorisme et pour soutenir les efforts consentis par l'UIP pour créer des réseaux parlementaires travaillant sur ce sujet.



M. Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint, chef du Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT) des Nations Unies, a déclaré que le terrorisme sapait les Objectifs de développement durable et violait les droits de l'homme universels. La menace du terrorisme s'était diversifiée et la pandémie de COVID-19 avait beaucoup nui aux efforts de lutte contre ce fléau. La deuxième Semaine de la lutte contre le terrorisme organisée en juin 2021 par le BLT pour l'ONU avait permis de mettre en évidence cinq domaines dans lesquels la communauté internationale devait agir prioritairement, à savoir : régler l'héritage complexe de Daech en Iraq et en Syrie, aider davantage les pays africains à lutter contre la recrudescence du terrorisme dans certaines parties du continent, combattre la multiplication des attentats terroristes motivés par la xénophobie, le racisme, l'intolérance ou le fanatisme religieux, réfléchir aux façons d'améliorer les connaissances, les capacités et la préparation sur le plan technologique dans l'optique de lutter contre le terrorisme et, enfin, accorder une attention majeure à l'état de droit et aux droits de l'homme, notamment en défendant les droits et les besoins des victimes du terrorisme. Le BLT avait récemment ouvert à Doha (Qatar) un Bureau du programme sur l'engagement parlementaire, qui aidera les parlements à formuler des politiques de lutte contre le terrorisme et offrira son assistance technique concernant les moyens à mettre en œuvre pour lutter contre le terrorisme et prévenir l'extrémisme violent, faciliter la coordination et constituer des partenariats. Le BLT a réitéré son engagement à soutenir les parlementaires du monde entier et à promouvoir la collaboration parlementaire afin de construire pour les générations futures un monde plus sûr, exempt de terrorisme.



M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP, a souligné que l'UIP avait adopté ces 20 dernières années 13 résolutions traitant de la lutte contre le terrorisme. Lors de sa désignation au poste de Secrétaire général, M. Chungong avait lancé un programme de lutte contre le terrorisme, qui avait ensuite débouché sur la création, en 2017, du Groupe consultatif de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ce programme avait permis l'organisation de trois conférences régionales à succès et l'élaboration d'une suite de produits destinés à harmoniser les activités de lutte contre le terrorisme. L'expérience acquise dans le cadre de ce programme et de ces réunions de haut niveau avait révélé que la seule façon de lutter efficacement contre le terrorisme était de venir à bout des conceptions erronées des extrémistes et de protéger les droits de l'homme et le développement durable. Le Sommet qui s'était ouvert donnerait avant tout la parole aux victimes du terrorisme et s'appuierait sur leur expérience dans la recherche de solutions. D'autres séances porteraient sur le rôle du parlement dans la prévention de l'extrémisme violent, de la radicalisation et des propos haineux, ainsi que sur les mesures qu'il conviendrait de prendre pour que la situation au Sahel cesse de se détériorer.

# Débats interactifs



## Séance 1 : Réponse parlementaire pour soutenir les victimes du terrorisme

La réunion avait pour thème principal les solutions permettant à la communauté internationale de collaborer avec les communautés et la société civile afin que la difficile situation des victimes du terrorisme cesse d'être négligée. Des victimes du terrorisme se sont adressées aux parlementaires du monde entier et à l'ONU pour exprimer leur perspective, dans l'intention d'aider les participants à trouver des solutions concrètes.

Modérateur : M. Reinhold Lopatka, Président du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent

Invités : M<sup>me</sup> Nadia Ghulam Dastgir, victime du terrorisme, Afghanistan, fondatrice de l'ONG "Ponts per la Pau"

M. Abdi Yusuf Hassan, victime du terrorisme, député de l'Assemblée nationale kényane

M<sup>me</sup> Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et Directrice exécutive par intérim d'ONU Femmes.

M. Reinhold Lopatka, membre du Conseil national autrichien et Président du Groupe consultatif de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, a animé la séance. Dans ses observations liminaires, il a souligné que l'écoute des victimes du terrorisme constituait la première étape pour les parlementaires désireux de comprendre leurs besoins et leurs droits et d'élaborer des mesures à court et long terme pour les soutenir.

### Témoignages de victimes du terrorisme

Des vidéos présentant deux victimes du terrorisme ont été diffusées.

M. Imrana Buba, fondateur de la Coalition des jeunes contre le terrorisme (YOCAT)

M<sup>me</sup> Falmata Buna, jeune victime et survivante du terrorisme

M. Imrana Buba du Nigéria, qui a survécu à un attentat meurtrier perpétré par Boko Haram en 2010 et fondé la coalition des jeunes contre le terrorisme (YOCAT), a insisté sur le fait que les victimes du terrorisme, où qu'elles se trouvent dans le monde, ont besoin de soutien sur les plans physique et psychique. Aider les victimes du terrorisme et leurs familles constitue un impératif moral et relève de la promotion, de la protection et du respect des droits de l'homme.



M<sup>me</sup> Falmata Bunu, enlevée par Boko Haram, a apporté son témoignage en précisant que des milliers d'hommes, de femmes, de garçons et de filles avaient été tués ou obligés de quitter leur foyer au nord-est du Nigéria à cause de Boko Haram. L'intervenante menait autrefois une vie tranquille, paisible et normale. Toutefois, un jour de 2015, Boko Haram a fait irruption dans son village et l'a jetée dans un camp, où elle a été mariée à trois membres du groupe différents. Elle a vécu 15 mois en captivité. Au terme de nombreuses tentatives d'évasion, elle a finalement réussi à s'enfuir alors que le groupe tentait de l'envoyer en mission suicide. Elle avait fini par retrouver sa famille et vivait actuellement à Maduguri, au Nigéria, dans un camp rassemblant des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. La vie dans le camp n'était toutefois pas simple. Elle a émis le vœu que sa société accorde une place plus importante à la réinsertion par l'apprentissage et l'éducation, ce qui lui permettrait de quitter enfin le camp.



M<sup>me</sup> Nadia Ghulm Dastgir, victime du terrorisme en Afghanistan et fondatrice de l'organisation catalane *Ponts per la pau* (Espagne), a relaté son expérience en Afghanistan et dans un camp de réfugiés au Pakistan. Elle était convaincue que l'éducation restait la meilleure défense contre la radicalisation des jeunes et que l'accès à l'éducation était le vœu le plus cher des parents réfugiés et de leurs enfants.

M. Abdi Yusuf Hassan, parlementaire kenyan victime d'un attentat terroriste en 2012, a évoqué l'émergence, dans un grand nombre de régions africaines, de groupes terroristes redoutablement bien organisés. Il a estimé qu'il fallait redoubler d'efforts pour établir un cadre légal permettant de soutenir et indemniser les victimes du terrorisme. Il convenait de mettre davantage l'accent sur les causes sous-jacentes du terrorisme, parmi lesquelles la pauvreté et l'injustice, notamment en investissant davantage dans l'éducation et le développement.



M<sup>me</sup> Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, a assuré aux intervenants que leurs appels en faveur de l'amélioration de l'éducation seraient dûment transmis au Secrétaire général. La pandémie de COVID-19 avait influé sur la résolution des conflits et les processus de paix partout dans le monde, ouvrant une brèche dans laquelle s'étaient engouffrés les terroristes. Les violences sexuelles n'étaient pas les conséquences inévitables des conflits, mais une stratégie systématiquement appliquée en temps de guerre. La prévention des violences sexuelles doit être mise au cœur des efforts de lutte contre le terrorisme, car combattre ces violences équivaut à mettre en échec l'une des stratégies les plus efficaces des groupes terroristes.



## Présentation de dispositions législatives types sur l'aide aux victimes du terrorisme

Le travail réalisé par l'UIP, le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies (BLT) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) sur des dispositions législatives types visant à soutenir et protéger les droits et les besoins des victimes du terrorisme, destiné à renforcer la capacité des parlements nationaux dans ce domaine, a été présenté aux membres. Le lancement des dispositions législatives types devrait intervenir en 2022.

Invités : M. David Alamos, Chef par intérim du Bureau du Programme sur l'engagement parlementaire du BLT  
M. Nikolaj West, Expert principal sur la prévention du terrorisme à l'ONUDC

M. David Alamos, Chef par intérim du Bureau du Programme sur l'engagement parlementaire du BLT, a présenté les activités menées par le BLT, l'ONUDC et l'UIP dans le but d'élaborer des dispositions législatives types sur l'aide aux victimes du terrorisme. Ce travail, qui s'inspirait des principes de la solidarité, du plaidoyer, du renforcement des capacités et de l'assistance technique, visait à réfléchir aux droits et aux besoins des victimes du terrorisme sous l'angle de l'indemnisation, du soutien et de l'accès à la justice.

M. Nikolaj West, Expert principal sur la prévention du terrorisme à l'ONUDC, a ajouté que cette approche reposait principalement sur l'assistance technique, notamment l'examen

des procédures et de la législation existantes, mais aussi la mise en commun des bonnes pratiques. Les dispositions types élaborées prévoient les étapes concrètes de la protection, de l'assistance et du soutien aux victimes du terrorisme grâce à une approche centrée sur les victimes incitant activement ces dernières à se confronter pleinement aux souffrances qui leur ont été imposées et à leurs besoins.

Dix délégués (Pakistan, Azerbaïdjan, Yémen, Mozambique, Turquie, Irlande, Inde, Mali, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et Chine) ont également pris part aux débats.

## Lancement des outils de l'UIP

M<sup>me</sup> Carmen Elena Castillo, Ambassadrice et Consultante principale sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent à l'UIP, a présenté deux nouveaux outils à l'intention des parlementaires, actuellement en cours d'élaboration, et dont le lancement était prévu en janvier 2022.

Ces outils étaient conçus pour mettre les communications et la technologie au service des parlementaires engagés dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent. Ils permettent aux parlementaires de disposer d'informations de première main concernant la lutte contre le terrorisme dans le monde entier. L'objectif est de faire œuvre de sensibilisation, de renforcer la connectivité et d'unifier les efforts mondiaux de lutte contre le terrorisme grâce à des outils simples mais efficaces. La conception de ces outils a été rendue possible grâce à la générosité du Congrès national du Peuple chinois.

- une **carte interactive** multiplateforme donnant accès à une base de données internationale sur la législation visant à lutter contre le terrorisme, à des informations sur les commissions chargées de la lutte contre le terrorisme dans chaque parlement, ainsi qu'à d'autres documents, actualités, articles et informations pertinents concernant les événements à venir.
- une **application mobile** visant à améliorer la communication et la visibilité en connectant davantage les parlements entre eux et en unifiant les efforts mondiaux de lutte contre le terrorisme. Le Secrétariat de l'UIP se chargera de la deuxième phase de la conception de cette application, qui offrira aux parlementaires la possibilité de dialoguer en ligne, individuellement ou en groupe, et sera complétée par une version arabe et espagnole. La seconde phase est rendue possible grâce au soutien financier du Parlement arabe.

Ces deux produits sont pour l'instant disponibles en anglais et en français.

## Séance 2 : Rôle des parlementaires dans la prévention du terrorisme, de la radicalisation et des discours de haine

Le terrorisme est un défi mondial, que la communauté internationale toute entière se doit de combattre efficacement. Les terroristes et les groupes extrémistes ciblent en général des zones marginalisées, où ils exploitent les difficultés locales pour recruter des jeunes se trouvant en situation de vulnérabilité. Les parlementaires doivent donc intensifier leur travail auprès d'acteurs clés à l'échelon régional et communautaire, de partenaires et de représentants de la société civile à l'échelle locale, ainsi que de dirigeants communautaires et religieux, dans le but de prévenir la violence, d'intensifier la résilience à la radicalisation et aux propos haineux et de développer la gouvernance en améliorant les institutions gouvernementales grâce à une participation communautaire plus développée.

Modératrice : M<sup>me</sup> Jacqueline Oduol, Kenya, Vice-Présidente du Groupe consultatif de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent

Invités : M. Mohamed Mokhtar Gomaa, Président du Haut Conseil égyptien des affaires islamiques

M<sup>me</sup> Shazia Jannat Marri, membre de l'Assemblée nationale pakistanaise

M<sup>me</sup> Agnes Vadai, membre de l'Assemblée nationale hongroise

M<sup>me</sup> Arianna Lepore, Coordinatrice de l'Initiative globale sur les preuves électroniques au Service de la prévention du terrorisme de l'ONU



M<sup>me</sup> Jacqueline Oduol, membre de l'Assemblée nationale de la République du Kenya et Vice-Présidente du Groupe consultatif de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, a animé la séance, dont l'objectif était de trouver des solutions durables en matière de prévention du terrorisme, de la radicalisation et des propos haineux.

M. Mohamed Mokhtar Gomaa, Président du Haut Conseil égyptien des affaires islamiques, a déclaré que le premier devoir des parlementaires était de préserver la souveraineté des États et des institutions. Les tentatives de fragmentation de l'État et le chaos en résultant créent un environnement propice au terrorisme. Le terrorisme ne sera pas réglé par la guerre, mais par l'éducation, les changements culturels, la prise de conscience, les discours religieux modérés, le développement économique et la justice sociale. La vraie religion s'intéresse à la vie, et non à la mort, et les groupes qui détruisent au nom de la religion violent directement les préceptes de la plupart des Églises.

M<sup>me</sup> Shazia Jannat Marri, membre de l'Assemblée nationale pakistanaise, a déclaré qu'il fallait s'attaquer aux racines du

terrorisme, y compris lorsque les peuples étaient privés de leur droit légitime à l'auto-détermination ou exposés à l'intolérance envers des cultures et des religions différentes. Les pays doivent collaborer pour lutter contre le terrorisme à l'échelle mondiale en s'adaptant à l'évolution constante des techniques de guerre et des conflits. La mauvaise utilisation croissante du cyberspace constitue également un nouveau défi de taille.

M<sup>me</sup> Agnes Vadai, membre de l'Assemblée nationale hongroise, a présenté cinq rôles que les parlements pourraient spécifiquement jouer dans la lutte contre le terrorisme. En premier lieu, les parlementaires devaient condamner les propos haineux sous toutes leurs formes en donnant l'exemple par leur propre comportement. Ensuite, les parlements devaient ratifier les accords régionaux et internationaux pertinents, adopter les nouvelles lois correspondantes et contrôler les instances gouvernementales chargées du terrorisme. Par ailleurs, les parlements devaient affecter des crédits budgétaires suffisants aux programmes de lutte contre le terrorisme, à l'éducation au respect et à la tolérance, ainsi qu'au soutien des victimes. En outre, les parlements devaient collaborer à l'échelle régionale et mondiale pour diffuser

l'information et l'expérience en matière de lutte contre le terrorisme. Enfin, les parlementaires devaient se faire les porte-parole des idéaux d'entente et de tolérance auprès de leurs électeurs et resserrer leurs liens avec la société civile.

M<sup>me</sup> Arianna Lepore, Coordinatrice de l'Initiative globale sur les preuves électroniques au Service de la prévention du terrorisme de l'ONU, a évoqué la récupération belliqueuse de la pandémie de COVID-19, ainsi que le recours croissant à Internet pour former et financer les terroristes. Les parlements doivent établir des cadres légaux efficaces pour contrôler les communications terroristes et éliminer les contenus nuisibles en ligne, tout en garantissant une coopération nationale,

régionale et internationale efficace. La lutte contre le terrorisme exige la mobilisation de toute la société, les femmes et les jeunes étant des porte-parole particulièrement puissants. L'ONU était disposé à mettre à profit son aptitude à réunir les parlements et les gouvernements du monde entier pour qu'ils mettent en œuvre les résultats du présent Sommet.

Dix-sept délégués (Émirats arabes unis, Bosnie-Herzégovine, Bahreïn, Russie, Madagascar, Turquie, Hongrie, Royaume-Uni, France, Iran, Portugal, Équateur, Syrie, Maroc, Irlande, Assemblée parlementaire de la Francophonie et Palestine) ont également pris part aux débats.

## Séance 3 : L'Appel en faveur du Sahel

La violence croissante qui s'exprime au Sahel et la détérioration de la sécurité qu'elle entraîne ont lourdement pesé sur les communautés, les sociétés et les économies, mais aussi sur la sécurité mondiale.

Au cours de cette séance, les parlementaires, la société civile, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé se sont joints à l'appel lancé pour sortir les pays du Sahel des griffes des terroristes. Les participants ont débattu des problèmes et des défis auxquels cette région est confrontée et étudié les solutions susceptibles de soutenir concrètement la population et les victimes du terrorisme dans la région.

Modérateur : M. Ali Rashid Al Nuaimi, membre du Conseil national de la Fédération des Émirats arabes unis et membre du Comité exécutif de l'UIP

Présentation de l'état des lieux du terrorisme au Sahel

M. Serge Stroobants, Directeur pour la région Europe et MENA de l'Institut pour l'économie et la paix

M. Alhatikou Dagamaissa, Chef de projet à International Alert

M<sup>me</sup> Elena Rigacci Hay, Cheffe de la Section de l'Afrique subsaharienne du Service de la prévention du terrorisme de l'ONU

M<sup>me</sup> Snezana Visnjic, Administratrice de programme pour la lutte contre le terrorisme et la formation en Afrique au BLT

Intervenants :

M. Jean Marie Traore, Secrétaire général du Comité interparlementaire G5 Sahel

M. Adel bin Abdulrahman Al-Asoomi, Président du Parlement arabe

M. Gennaro Migliore, Président de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée



M. Ali Rashid Al Nuaimi, Membre du Conseil national de la Fédération des Émirats arabes unis et membre du Comité exécutif de l'UIP, a animé cette séance, qui portait sur les défis particuliers posés par la lutte contre le terrorisme au Sahel. Une telle situation exige l'adoption d'une approche holistique, qui englobe l'éducation à tous les niveaux, le développement, la sécurité, ainsi qu'une riposte internationale plus ciblée et pragmatique.

M. Serge Stroobants, Directeur pour la région Europe et MENA de l'Institut pour l'économie et la paix, a présenté l'Indice mondial du terrorisme, en faisant plus particulièrement remarquer que le centre de gravité de l'État islamiste (Daech) s'était récemment déplacé vers l'Afrique subsaharienne, région dans laquelle les attentats terroristes s'étaient multipliés, alors qu'ils diminuaient dans la plupart des autres régions.

M. Alhatikou Dagamaissa, Chef de projet à International Alert, a déploré que le Sahel soit devenu un environnement porteur pour les groupes terroristes, qui y trouvent facilement des financements, un appui pour les idéologies radicales et une réserve de jeunes défavorisés à recruter. L'approche militaire ne s'est pas révélée satisfaisante dans les pays les plus touchés et il faut tenir compte des besoins plus généraux de la population. Les programmes de réconciliation et de dialogue entre les États font également cruellement défaut dans la région.

M<sup>me</sup> Elena Rigacci Hay, Cheffe de la Section de l'Afrique subsaharienne du Service de la prévention du terrorisme de l'ONUUDC, a annoncé que Daech et Al Qaïda élargissaient tous deux leurs réseaux au Sahel, souvent avec la complicité du crime organisé. Des mesures de prévention à long terme sont requises, assorties de plans d'action visant à prévenir l'extrémisme violent. L'ONUUDC offre son soutien aux pays désireux d'adapter leur législation en matière de lutte contre le terrorisme.

M<sup>me</sup> Snezana Visnija, Administratrice de programme pour la lutte contre le terrorisme et la formation en Afrique au BLT, a présenté le Bureau de programme que le BLT avait récemment ouvert à Rabat (Maroc), dans le but de disposer d'un pôle de formation permettant de proposer des activités de renforcement des capacités aux échelles nationale et régionale sous la forme de programmes de formation accrédités déployés sur tout le continent africain, et tout particulièrement au Sahel.

M. Jean Marie Traore, Secrétaire général du Comité interparlementaire G5 Sahel, a parlé de la hausse des incidents terroristes et de l'influence du terrorisme au Burkina Faso ces dernières années. Il a ajouté que l'heure était venue pour le monde d'écouter attentivement les peuples du Sahel et de s'intéresser à leurs besoins, ainsi que de collaborer étroitement avec eux pour trouver des solutions à cette situation.

M. Adel bin Abdulrahman Al-Asoomi, Président du Parlement arabe et M. Gennaro Migliore, Président de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, ont présenté l'Appel en

faveur du Sahel<sup>1</sup>, déclaration rédigée à l'initiative de leurs parlements, du Comité interparlementaire GS Sahel et de l'UIP. Le Sahel, qui est devenu l'épicentre mondial de l'activité terroriste, exige une attention urgente. Pour régler ce problème, les peuples de la région doivent pouvoir vivre en paix et en sécurité et retrouver la confiance dans les institutions publiques.

Sept délégués (Niger, Mali, Égypte, Bénin, France, Assemblée parlementaire de la francophonie et Turquie) ont également pris part aux débats.



#### Message de la délégation afghane

M. Mohammed Akbar Stanikzai, Vice-Président du Parlement afghan, a déploré l'impact dévastateur du terrorisme sur son pays, notamment ces dernières semaines.

Il a remercié tous les pays, ainsi que l'UIP, qui ont permis au peuple afghan d'être évacué et de faire face à la crise humanitaire en cours grâce à leur aide et leur soutien. Les membres de sa propre délégation assistant aux conférences qui s'étaient tenues à Vienne cette semaine avaient encore besoin d'aide et M. Stanikzai a imploré les autres délégations de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour les aider.

<sup>1</sup> <http://www.ipu.org/file/12352/download>

# Remarques de clôture du Secrétaire général de l'UIP

M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP, a remercié tous les participants et confirmé que la lutte contre le terrorisme était l'une des plus grandes priorités des parlements. L'un des fils rouges de la discussion a été le constat du peu d'attention consacré aux victimes du terrorisme et M. Chungong a instamment invité les personnes

présentes à prendre des mesures pour transformer les victimes du terrorisme en survivants du terrorisme. Les parlements, qui symbolisent la quintessence de la coexistence pacifique, sont idéalement placés pour nourrir une culture de tolérance et de respect et construire un monde pacifique exempt de terrorisme et d'extrémisme.

## Annexe

Les documents qui suivent sont disponibles sur la page web du Sommet :

[www.ipu.org/fr/event/premier-sommet-parlementaire-mondial-sur-la-lutte-contre-le-terrorisme](http://www.ipu.org/fr/event/premier-sommet-parlementaire-mondial-sur-la-lutte-contre-le-terrorisme)

### Allocutions d'ouverture

M. Wolfgang Sobotka,  
Président du Conseil National (Autriche)

M. Duarte Pacheco,  
Président de l'Union interparlementaire

### Allocutions principales

M<sup>me</sup> Ghada Waly,  
Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

M. Vladimir Voronkov,  
Secrétaire général adjoint, chef du Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT) des Nations Unies

M. M. Chungong,  
Secrétaire général de l'UIP

### Allocution de clôture

M. Martin Chungong,  
Secrétaire général de l'Union interparlementaire

### Liste des participants

L'enregistrement en direct des débats du Sommet est également disponible [en anglais](#) et [dans les langues originales](#).

### Photos

<https://ipu2021.fotovonzinner.com/galleries-public/9-9-2021/>

Pour de plus amples informations et le programme complet, veuillez vous rendre à l'adresse suivante :

[www.ipu.org/fr/event/premier-sommet-parlementaire-mondial-sur-la-lutte-contre-le-terrorisme](http://www.ipu.org/fr/event/premier-sommet-parlementaire-mondial-sur-la-lutte-contre-le-terrorisme)









# 1<sup>er</sup> Sommet parlementaire mondial sur la lutte contre le terrorisme

9 septembre 2021 - Vienne, Autriche



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



**ONU DC**  
Office des Nations Unies  
contre la drogue et le crime



**NATIONS UNIES**  
BUREAU DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

 +41 22 919 41 50  
 +41 22 919 41 60  
 [postbox@ipu.org](mailto:postbox@ipu.org)

Chemin du Pommier 5  
CH - 1218 Le Grand-Saconnex  
Genève  
[www.ipu.org](http://www.ipu.org)